

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE
ET D'ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLLES ET RURAUX
DE L' AISNE**

(12 juillet 1973)

(Etendue par arrêté du 18 février 1975,
Journal officiel du 22 mars 1975)

AVENANT N° 109 DU 5 JUILLET 2005 (1)

NOR : AGRS0597174M

Entre :

L'union des syndicats agricoles de l'Aisne ;
Le syndicat des entrepreneurs de travaux mécaniques agricoles de l'Aisne ;
Le syndicat des exploitations de cultures spécialisées de l'Aisne ;
Le syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de l'Aisne ;
La fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole de l'Aisne,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFTC de l'Aisne ;
L'union départementale des syndicats CGT-FO de l'Aisne ;
La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;
L'union départementale des syndicats CFDT de l'Aisne ;
Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC, section Aisne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est ajouté un article 83 « Articulation entre accord professionnel et accord d'entreprise » rédigé comme suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

« Il est rappelé qu'aux termes de l'article L. 132-23 du code du travail, un accord d'entreprise ne peut déroger dans un sens moins favorable aux salariés à un accord supérieur, pour les domaines suivants :

- salaires minima ;
- classifications ;
- prévoyance collective ;
- mutualisation des fonds de la formation professionnelle continue.

De manière surabondante, les partenaires sociaux étendent cette interdiction aux autres domaines.

Ainsi, aucun accord d'entreprise ne pourra déroger dans un sens moins favorable aux salariés à la présente convention collective. »

Article 2

Il est ajouté un article 84 « Notification de l'accord et exercice du droit d'opposition » rédigé comme suit :

« De manière concomitante à la procédure de signature, le secrétaire de la commission mixte notifie le texte de l'accord à l'ensemble des organisations représentatives.

Cette date de notification marque notamment le point de départ du délai d'opposition. »

Article 3

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} juillet 2005.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Aisne.

Fait à Laon, le 5 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)